



## **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/C.5/45/30  
5 novembre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Point 118 de l'ordre du jour

### **BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991**

#### **Services de conférence à Vienne**

#### **Rapport du Secrétaire général**

#### **I. INTRODUCTION**

1. A sa quarante-quatrième session, dans sa résolution 44/201 (Partie A, sect. VIII) du 21 décembre 1989, l'Assemblée générale a souscrit à l'opinion du Secrétaire général 1/ selon laquelle un service de conférence unique au Centre international de Vienne serait la solution idéale du point de vue de la rentabilité et un service unifié géré par l'Organisation des Nations Unies serait le mieux en mesure d'assurer l'utilisation la plus rentable et la plus efficace des ressources limitées dont on dispose. L'Assemblée a prié le Secrétaire général "de prendre les mesures nécessaires pour mener rapidement à bien les consultations sur cette question avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et les autres parties intéressées et pour arrêter des arrangements d'ordre pratique concernant la création de services de conférence unifiés au Centre international de Vienne, comme l'a recommandé le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 4 de son rapport" 2/.

2. Le Comité consultatif avait recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, "compte tenu des vues précédemment exprimées par l'Assemblée, le Corps commun d'inspection et le Comité consultatif, d'agir sans tarder pour ouvrir avec toutes les parties intéressées les consultations sur cette question, en vue d'arrêter des arrangements d'ordre pratique concernant la création, aussitôt que possible, de services de conférence unifiés à Vienne" et avait proposé que le Secrétaire général "présente un rapport à l'Assemblée sur le résultat de ces consultations, au plus tard à sa quarante-cinquième session" 3/.

3. En réponse à cette demande, le Secrétaire général adjoint aux services de conférence et chargé de fonctions spéciales et d'autres hauts fonctionnaires du Secrétariat ont tenu des consultations avec leurs homologues à l'Office des Nations Unies à Vienne, à l'Organisation des Nations Unies pour le développement

industriel (ONUDI) et à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en avril et mai 1990. Les échanges de vues habituels ont eu lieu, mais ils n'ont débouché sur aucun accord concret. Le Comité consultatif mixte pour les services de conférence au Centre international de Vienne, créé en février 1986 par voie d'accord entre les chefs de secrétariat de l'Office des Nations Unies à Vienne, de l'ONUDI et de l'AIEA, a repris ses réunions au début de mai 1990 et devrait présenter ses conclusions et recommandations aux directeurs généraux de l'Office, de l'ONUDI et de l'AIEA dans le courant du premier trimestre de 1991.

## II. SITUATION ACTUELLE

4. Le rapport sur les services de conférence à Vienne que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session 1/ rendait compte de l'évolution de la situation entre 1987 et 1989. A l'heure actuelle, les services de conférence mixtes ONUDI/ONU qui sont gérés par l'ONUDI assurent les services de traduction, de terminologie et de référence, les services de dactylographie et de traitement de textes, les services d'édition et de contrôle des documents et les services de publication et de distribution pour les conférences et réunions de l'ONUDI et de l'ONU. La plupart des postes permanents de ces services sont inscrits au tableau d'effectifs de l'ONUDI et figurent au budget ordinaire de cette organisation, mais une bonne partie des postes affectés aux services de traduction et aux services d'appui sont inscrits au chapitre 29 du budget-programme de l'ONU. Celle-ci, de son côté, gère un service mixte ONU/ONUDI qui assure la planification des séances et l'interprétation, dont les postes permanents figurent au chapitre 29 du budget-programme de l'ONU. L'AIEA a un service de conférence distinct mais elle fait de temps à autre appel à des interprètes du service mixte ONU/ONUDI, moyennant remboursement. Aux termes d'un mémorandum d'accord de 1977 concernant l'organisation des services communs au Centre international de Vienne, l'AIEA fournit des services d'impression et de reproduction à toutes les organisations du Centre. En outre, l'ONUDI dispose d'un petit atelier de reproduction, qui sert principalement pour la documentation à établir pendant les sessions.

5. L'annexe au présent rapport décrit plus en détail les ressources actuellement disponibles au Centre international de Vienne en matière de services de conférence.

## III. CREATION D'UN SERVICE DE CONFERENCE UNIFIE

### A. Critères du Corps commun d'inspection

6. Dans le rapport du Corps commun d'inspection sur les services communs du Centre international de Vienne 4/, les inspecteurs ont rappelé, en les approuvant, deux des principes qui avaient guidé les trois organisations du Centre international de Vienne lors de l'examen du mémorandum d'accord de 1977, à savoir :

a) Que la création de services communs avait pour objet de permettre de réaliser des économies sans qu'il en résulte un amoindrissement de la productivité, de l'efficacité ou de la qualité du service; et

b) Que les services communs devaient être considérés comme des associations.

7. Les inspecteurs faisaient observer que ces deux principes exigeaient :

- a) Que l'opération s'avère rentable pour tous les participants;
- b) Que l'on ait le souci de la productivité, de l'efficacité et de la qualité des services; et
- c) Que le fonctionnement des services soit assuré en association.

8. Les inspecteurs estimaient en outre qu'il faudrait avoir à l'esprit, lors de l'examen de toute proposition relative à des services communs, les considérations ci-après :

- a) Lorsque plusieurs organisations du système des Nations Unies se trouvent dans une même ville, l'établissement de services communs devrait aller de soi;
- b) Il faudrait rechercher, pour tous les services administratifs, des possibilités d'arrangements communs;
- c) C'est essentiellement en fonction de son expérience et de ses ressources (financières, humaines et matérielles) que l'on devrait choisir l'organisation la plus apte à assurer tel ou tel service.

9. Les inspecteurs ont également jugé utile d'appliquer un certain nombre de critères supplémentaires en vue de déterminer si un service donné se prête à des arrangements communs. Ces critères sont les suivants :

a) Objectifs généraux :

Est-il nécessaire, pour assurer le bon fonctionnement du service, de fixer des objectifs généraux? Dans l'affirmative, et s'il y a des chances que les objectifs des organisations soient radicalement différents et inconciliables, la mise en place d'arrangements communs ne devrait être envisagée qu'avec circonspection.

b) Exécution des tâches

La mise en commun des services risque-t-elle de gêner les organisations participantes dans l'exécution de leurs tâches?

c) Confidentialité

La confidentialité qu'exige le fonctionnement du service est-elle telle qu'il soit exclu d'en faire un service commun?

d) Conflits de priorités

Risque-t-il d'y avoir conflit de priorités entre l'organisation qui fournit les services et l'utilisateur? Ces conflits sont-ils si fondamentaux qu'ils ne puissent être résolus?

e) Relations employeur/employé :

Un service commun risque-t-il de porter atteinte aux relations contractuelles et personnelles entre employeur et employé?

B. Application des critères lors de l'examen de 1987

10. Les critères ainsi énoncés par le Corps commun d'inspection ont été appliqués par le Comité consultatif mixte pour les services de conférence lors de son étude de 1987. Le Comité a conclu qu'en principe les services de conférence se prêtaient à une mise en commun. Néanmoins, les représentants de l'AIEA ont exprimé certaines réserves, faisant observer notamment que les interprètes et traducteurs de l'Agence devaient avoir des qualifications techniques très poussées, mais qu'ils n'avaient pas nécessairement passé le concours de l'ONU. Les représentants de l'AIEA se sont également inquiétés de la façon dont on déterminerait l'ordre de priorité des tâches dans le cadre d'un service commun; les représentants de l'ONUDI et de l'ONU ont affirmé à ce propos que, dans les services mixtes gérés par ces organisations, l'établissement des priorités ne soulevait pas de problèmes majeurs.

11. Une fois admis le principe que les services de conférence fonctionneraient au mieux en tant que service commun, il a fallu déterminer si un tel service répondrait aux critères d'économie, de productivité et d'efficacité. On s'est accordé à reconnaître que des services d'interprétation de première qualité étaient indispensables pour permettre aux organisations de s'acquitter efficacement de leurs responsabilités et qu'il faudrait qu'un service commun satisfasse pleinement à cette exigence. On a reconnu que des conflits de priorités étaient possibles, mais qu'ils pourraient être évités si le service était bien géré. S'agissant des relations employeur/employé, il faudrait trouver une solution intérimaire pour intégrer le personnel permanent actuel de l'AIEA dans les effectifs d'un service commun, vu que les interprètes de l'Agence n'avaient pas nécessairement passé l'examen de l'ONU.

C. Evaluation de la situation actuelle

12. De l'avis de l'ONU, l'étude de 1987 n'a pas révélé d'obstacles majeurs à la mise en place d'un service de conférence unifié. Les objectifs généraux des services de conférence sont les mêmes pour les trois organisations; leur mise en commun ne générerait pas les organisations dans l'exécution de leurs tâches; et la confidentialité ne pose pas de problème.

13. Les arrangements actuellement en vigueur entre l'ONU et l'ONUDI pour le service des conférences à Vienne, adoptés au moment où l'ONUDI est devenue une institution spécialisée, étaient censés couvrir un bref laps de temps, en attendant que des dispositions plus durables puissent être convenues, à la lumière de l'expérience et compte tenu des besoins effectifs des organisations sises à Vienne, et que les arrangements administratifs et budgétaires nécessaires aient pu être mis en place. En tardant à prendre une décision plus définitive en la matière, on a perdu une partie des avantages que pouvait offrir un service de conférence unifié et mis dans une situation fâcheuse les fonctionnaires des services de conférence qui, à dessein, n'avaient pas été visés dans l'accord entre l'ONU et l'ONUDI

relatif au statut contractuel des fonctionnaires et dont les perspectives de carrière sont de ce fait aléatoires. En effet, les fonctionnaires de ces services ont reçu des lettres de nomination de l'ONU mais ne sont pas complètement intégrés dans son système d'organisation des carrières.

14. Le fonctionnement technique généralement satisfaisant des services mixtes gérés par l'ONU et par l'ONUDI, respectivement, a prouvé qu'il ne devrait pas être trop difficile, dans le cadre d'un service commun, d'établir des priorités adéquates et de garantir à chaque organisation utilisatrice, sans délai, les services de première qualité dont elle a besoin. La conviction que les services de conférence, en principe comme dans la pratique, peuvent très bien être gérés en tant que service commun semble être corroborée par l'expérience : tant l'ONUDI que l'ONU se sont déclarées satisfaites de la qualité technique du fonctionnement des services mixtes et les deux organisations seraient disposées à gérer les services de conférence en tant que service commun.

15. Etant donné que toutes les activités des services de conférence s'intègrent dans un même processus, les deux services mixtes devraient maintenant fusionner en un service unique, qui desservirait à la fois l'ONU et l'ONUDI. Cette évolution serait conforme aux recommandations du Corps commun d'inspection et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et laisserait aux autres organisations sises à Vienne, notamment à l'AIEA, la possibilité de se rattacher au service commun au cas où cette formule leur semblerait avantageuse.

16. Dans son rapport sur les services de conférence à Vienne 2/, le Comité consultatif émettait des doutes sur la fiabilité des statistiques du volume de travail et du service des réunions à Vienne, notant des divergences dans les données communiquées à cet égard. On se souviendra que ces données servent de base pour la répartition des coûts des services mixtes. En outre, le Comité consultatif, signalant certaines incohérences dans la façon dont l'ONU et l'ONUDI présentent les coûts des services de conférence à Vienne, concluait à un manque de coordination apparent entre les deux organisations dans le mode de comptabilisation des coûts estimatifs des services dont elles se partagent la charge. Ces observations mettent en lumière les problèmes de contrôle et de coordination qu'entraîne le maintien des arrangements transitoires qui ont été adoptés au moment où l'ONUDI est devenue une institution spécialisée, selon lesquels les deux organisations se prêtent mutuellement des postes, ce qui les oblige l'une et l'autre à comptabiliser à ce titre des recettes et des dépenses.

17. Cela étant, outre les avantages de rentabilité et d'efficacité accrue mentionnés dans l'étude de 1987, la mise en place d'un service commun unifié, qui serait financé par prélèvement sur le budget de l'organisation chargée de sa gestion - le coût des services fournis à d'autres organisations lui étant remboursé sur la base d'arrangements convenus en matière de partage des coûts - donnerait aux Etats membres un tableau clair du coût total des services de conférence et de sa répartition entre les organisations participantes. Les tâches administratives et comptables seraient réduites au minimum et tous les fonctionnaires des services de conférence se verraient appliquer le même ensemble de règles et offrir les mêmes possibilités de carrière. En outre, comme on l'a fait observer dans des rapports antérieurs, considérant les besoins relatifs des organisations en matière de

services de conférence, il est anormal que l'ONU n'en soit pas responsable (dans le cadre d'un service unifié ou d'un service mixte) au Centre international de Vienne 5/.

18. Confier à l'ONU la gestion du service commun serait avantageux à plusieurs égards : vu sa longue expérience et les politiques et procédures bien établies dans ce domaine, l'ONU serait à même d'offrir sans délai des services de conférence de première qualité. Etant donné le niveau global de ses ressources, elle pourrait fournir ces services dans des conditions optimales d'efficacité et de productivité.

19. Dans son rapport, le Corps commun d'inspection recommandait que, pour choisir l'organisation la plus apte à gérer un service commun, on tienne compte avant tout "de son expérience et de ses ressources (financières, humaines et matérielles)". A ces deux égards, l'ONU semble être l'organisation la mieux placée pour gérer les services de conférence. D'une part, elle a acquis une longue expérience de la mise en place, de l'organisation et de l'administration de ces services partout dans le monde et, d'autre part, elle peut puiser dans un vaste réservoir de ressources pour répondre de manière rapide, productive et efficace aux besoins les plus divers, tout en garantissant des normes qualitatives élevées.

20. De toutes les ressources requises pour assurer les services de conférence, la plus importante est de loin le personnel lui-même. L'ONU a prouvé depuis de nombreuses années qu'elle était capable de recruter, de former et de conserver à son service un personnel linguistique nombreux et hautement qualifié, et de fournir une gamme complète de services aux réunions et conférences intergouvernementales les plus diverses. Le système traditionnel de concours, qui a fait ses preuves, permet de recruter du personnel linguistique de haut niveau qui continue ensuite à se perfectionner grâce à toutes sortes d'activités de formation pratique et théorique. En outre, les possibilités de carrière qu'offre un réseau mondial de services de conférence permettent de recruter et de conserver un personnel hautement compétent et dévoué.

21. Les ressources matérielles sont aussi un facteur important pour maximiser la productivité et l'efficacité du personnel linguistique. Là encore, l'ONU peut offrir des avantages certains grâce à l'application d'innovations technologiques à de nombreuses activités des services de conférence. Le traitement de textes existe maintenant dans les six langues officielles et les réseaux perfectionnés de télécommunication actuellement mis en place entre tous les grands centres de conférence, y compris Vienne, permettent la transmission rapide des documents sous forme électronique. La charge de travail peut ainsi être répartie entre plusieurs lieux d'affectation, de manière à assurer l'utilisation optimale des ressources disponibles. Les normes de recrutement et de promotion du personnel linguistique étant les mêmes partout dans le monde, ce redéploiement des tâches ne nuit en rien à la qualité du travail. En outre, le fait de pouvoir partager le travail entre les effectifs permanents en poste dans diverses parties du monde rend moins nécessaire le recours, plus coûteux, à du personnel temporaire.

## IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

22. Pour les raisons exposées ci-dessus, le Secrétaire général demeure fermement convaincu qu'au Centre international de Vienne, un service de conférence unique serait la solution idéale du point de vue de la rentabilité et que vu son mandat, qui l'amène à fournir une gamme complète de services à ses organes délibérants, l'ONU est la plus apte à assumer la responsabilité des services de conférence à fournir à toutes les organisations du Centre. A défaut, un service unifié géré à la fois par l'ONU, pour son propre compte, et par l'ONUDI offrirait la plupart des avantages escomptés de la part d'un service des conférences intégralement unifié.

23. Si l'Assemblée générale souscrit à ces conclusions, elle pourrait inviter les organes directeurs de l'ONUDI et de l'AIEA à envisager la création d'un service de conférence unifié au Centre international de Vienne, à partir de l'exercice biennal 1992-1993. Elle pourrait également prier le Secrétaire général de formuler à cette fin des propositions concrètes et détaillées, pour aider ces organes à examiner la question. Elle pourrait alors demander au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires d'étudier ces propositions à sa session de printemps de 1991 et en autoriser la présentation aux organes directeurs de l'ONUDI et de l'AIEA.

24. Etant donné l'échelonnement des mesures suggérées ci-dessus, il ne serait pas possible d'inclure les propositions en question dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993. En conséquence, le Secrétaire général propose que les prévisions de dépenses relatives aux services de conférence à Vienne soient incluses dans le projet de budget-programme au titre de la réévaluation de la base de ressources de l'exercice en cours, et que des prévisions révisées soient soumises à l'Assemblée générale lors de sa quarante-sixième session, compte tenu des réactions des autres organisations intéressées et des directives que l'Assemblée donnera à sa présente session.

Notes

1/ A/C.5/44/24.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 7A (A/44/7/Add.1 à 8), document A/44/7/Add.4.

3/ Ibid., par. 4.

4/ A/39/520.

5/ A/C.5/42/22.

## Annexe

### DESCRIPTION DES SERVICES DE CONFERENCE AU CENTRE INTERNATIONAL DE VIENNE

#### A. Contrôle des documents

1. Il existe deux groupes chargés du contrôle des documents au Centre international de Vienne, l'un administré par l'ONUDI en tant que service mixte ONUDI-ONU, l'autre géré par l'AIEA. Leurs fonctions et effectifs n'ont pas changé depuis 1987.

2. Le Groupe de contrôle des documents ONUDI-ONU est composé d'un poste d'administrateur (P-3) et de six postes d'agent des services généraux; le poste d'administrateur et cinq des six postes d'agent des services généraux sont des postes permanents inscrits au budget de l'ONUDI pour 1990-1991, le sixième poste de la catégorie des services généraux étant inscrit au chapitre 29 du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal, qui prévoit également un appui supplémentaire au titre du personnel temporaire. Le Groupe de contrôle des documents de l'AIEA se compose d'un superviseur (G-8) et de sept autres agents de la catégorie des services généraux, dont deux commis aux statistiques dont le poste est imputé sur le budget du service commun d'impression. Les attributions des deux groupes sont semblables, mais celui de l'AIEA est chargé en outre de l'établissement des coûts des travaux et de la planification de la production dans le cadre du service commun d'impression administré par l'Agence.

#### B. Contrôle de la rédaction

3. Deux groupes s'occupent des travaux d'édition au Centre international de Vienne; l'un se trouve à l'AIEA et l'autre est un service mixte ONUDI-ONU administré par l'ONUDI. Les fonctions de ces deux groupes présentent certaines différences. A l'ONUDI, le groupe fait désormais partie d'une section des publications et du contrôle de la rédaction comprenant 16 postes d'administrateur et 54 postes d'agent des services généraux; le contrôle de la rédaction et les publications étaient assurés précédemment par des unités administratives distinctes. L'édition des documents relatifs aux réunions des organes directeurs de l'ONUDI est assurée dans la plupart des cas par les secrétariats de ces organes.

4. L'AIEA n'a pas de service chargé expressément du contrôle de la rédaction, mais il existe à la section des publications un groupe de l'édition chargé d'éditer tous les documents destinés à la vente, d'effectuer une seconde correction des pages composées et de contrôler la mise en page finale avant la mise sous presse. Ce groupe conseille en outre le personnel scientifique et technique en matière de préparation des manuscrits. Il se compose de 14 éditeurs (10 anglais, 1 français, 1 espagnol, 1 russe et 1 chinois) et de trois agents des services généraux (2 correcteurs d'épreuves et 1 secrétaire).



### C. Traduction et dactylographie

5. Il y a deux services de traduction au Centre international de Vienne. Un service mixte ONUDI-ONU administré par l'ONUDI et le service de traduction de l'AIEA. Leurs fonctions n'ont pas changées depuis 1987, encore que quatre des postes d'agent des services généraux financés au titre du chapitre 29 du budget-programme de l'ONU aient été éliminés à la fin de 1989 comme suite à la compression globale des effectifs opérée en application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale.

6. Le service mixte de traduction et de dactylographie ONUDI-ONU est composé au total de 60 postes d'administrateur et de 60 postes d'agent des services généraux. Sur ce total, 20 postes d'administrateur et 15 postes d'agent des services généraux sont des postes permanents inscrits au chapitre 29 du budget-programme, les autres postes étant des postes permanents inscrits au budget ordinaire de l'ONUDI au titre de la Division linguistique et de la documentation. Pour compléter ces ressources, des traducteurs sont recrutés à titre temporaire pendant les périodes de pointe et, par ailleurs, des services de traduction contractuels sont prévus dans toutes les langues officielles. Le service de traduction comporte un groupe des références et de terminologie ONUDI-ONU composé d'un administrateur et de huit agents des services généraux (le poste d'administrateur et cinq des postes des services généraux sont des postes permanents inscrits au budget ordinaire de l'ONUDI, les trois postes restants d'agent des services généraux étant financés au titre du chapitre 29 du budget-programme de l'ONU). Les centraux dactylographiques utilisent des machines de traitement de texte Wang dans toutes les langues, sauf le chinois, et sont reliés à New York et à Genève par des liaisons électroniques.

7. La Division linguistique de l'AIEA constitue une division indépendante à l'intérieur du Département de l'administration. Elle assure la traduction de documents et publications dans les langues officielles de l'Agence (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe) et, occasionnellement, dans d'autres langues ou à partir d'autres langues. Elle établit également des comptes rendus analytiques de séance en anglais et en français. Ses effectifs actuels sont de 45 administrateurs et 41 agents des services généraux. Elle dispose aussi d'un petit groupe de terminologie composé d'un administrateur P-3 et d'un assistant G-5.

### D. Planification et service des séances

8. Deux entités sont chargées de la planification et du service des séances : la Section de planification des séances mixte ONU-ONUDI gérée par l'ONU et un groupe de l'AIEA qui fait partie de la Section des services de conférence. Leurs fonctions sont pour l'essentiel identiques et n'ont pas changé depuis 1987, pas plus que leurs effectifs.

9. La Section de planification des séances ONU-ONUDI se compose de deux postes d'administrateur et de trois postes d'agent des services généraux inscrits au budget ordinaire du budget-programme; elle bénéficie d'un appui supplémentaire (services généraux) financé au moyen des fonds prévus pour le personnel temporaire. Pendant les réunions, des agents supplémentaires des services généraux sont également recrutés - commis aux conférences, commis à l'inscription et à

l'information, plantons et huissiers. A l'AIEA, la planification et le service des séances sont assurés par la Section des services de conférence, qui se compose de trois administrateurs et de cinq agents des services généraux, dont les postes sont inscrits au budget ordinaire de l'Agence. Les fonctions de la section sont semblables à celles de la Section de planification des séances de l'ONUV, encore qu'elles soient un peu plus étendues.

#### **E. Interprétation**

10. Il y a deux services d'interprétation au Centre international de Vienne : l'un, administré par l'ONU, dessert l'ONU et l'ONUDI, l'autre l'AIEA. Ils assurent l'un et l'autre l'interprétation en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe. Les fonctions de ces services n'ont pas changé depuis 1987.

11. La section d'interprétation ONU-ONUDI fait partie du service de la planification des séances et de l'interprétation de l'ONU et se compose de 20 postes d'administrateur et d'un poste d'agent des services généraux inscrits au chapitre 29 du budget-programme de l'ONU, complété par du personnel temporaire (services généraux). Les 20 postes d'interprète constituent une équipe complète pouvant couvrir 20 séances par semaine. La Section d'interprétation de l'AIEA fait partie de la Division des relations extérieures et comprend huit postes d'administrateur et un poste d'agent des services généraux. Le personnel actuel assure l'interprétation en anglais, espagnol, français et russe; pour l'arabe et le chinois, l'Agence a recours aux services d'interprètes indépendants (recrutés localement ou non) et à l'ONUV. L'Agence a actuellement pour politique de réduire le nombre global d'interprètes permanents, tout en tenant compte du caractère spécialisé de ses besoins en la matière.

#### **F. Distribution des documents**

12. Deux groupes assurent la distribution des documents au Centre international de Vienne : un service mixte ONUDI-ONU administré par l'ONUDI et un service distinct, de l'AIEA. Les fonctions de ces groupes n'ont pas changé depuis 1987, mais le groupe ONUDI-ONU a été intégré à la section des publications et du contrôle de la rédaction.

-----